

Cameroun : acteurs et logiques des émeutes de 2008

Fred Eboko¹

Si la rue camerounaise était restée étonnamment silencieuse depuis l'entrée chaotique du pays dans l'ère de la « démocratisation » au début des années 1990 et la reconduction au forceps de Paul Biya à la tête de l'État qu'il occupe depuis 1982, les émeutes de février 2008 auront été l'expression du désarroi social face à « la vie chère » et d'un ras-le-bol généralisé à l'égard de la « démocratie » en place.

Les émeutes qui ont secoué le Cameroun en février 2008 sont simultanément la résultante de quinze ans de frustrations cumulées et l'éruption inattendue d'un volcan atone jusque-là. Aucun signe particulier ne permettait de pressentir ces mobilisations collectives qui ont surgi dans les villes camerounaises ce mois-là. Depuis les années dites de « braise » (1990-1993) qui ont marqué l'entrée chaotique du Cameroun dans l'ère de la « démocratisation » (Ndi Mbarga, 1993), le pays n'avait pas connu de soulèvements.

Au contraire, les difficultés économiques et sociales du pays et les impasses de l'opposition politique de la décennie 1990 et du début des années 2000 s'étaient accompagnées d'une dilution de l'action collective et d'une atomisation des organisations de la société dite civile. De fait, le Cameroun offrait l'image d'une certaine apathie collective, l'opposition était quasi aphone et les relations sociales plutôt anomiques. Réalité que n'épuisait pas la seule invocation de corruption généralisée pointée du doigt par les organisations internationales depuis la fin des années 1990.

En dehors des élections présidentielles et législatives de 1992 qui avaient vu le régime en place vaciller, sous la montée en for-

1. Sociologue et politologue, membre de l'équipe scientifique de la Fondation Paul Ango Ela, Yaoundé, Cameroun.

ce de l'opposition portée par le Social Democratic Front (SDF), le pays tout entier s'était réfugié dans des stratégies de survie. Survie politique, avec l'émiettement d'une opposition divisée et affaiblie. Économique, par la conformation du pays aux directives du FMI. Sociale, par la systématisation de pratiques délictueuses pour accéder aux biens et services publics élémentaires et la pérennisation des processus d'individualisation dans la recomposition des solidarités communautaires.

Le président Biya ne s'est pratiquement plus vu opposer d'adversaire d'envergure depuis son passage au forceps en 1992 face à son rival John Fru Ndi, leader du SDF. Les grands partis d'opposition, le SDF en premier, ont argué, à toutes les élections présidentielles, que les conditions de transparence et d'impartialité de l'organisation des scrutins n'étaient pas remplies. Ainsi en 1997 comme en 2004, le SDF a boycotté la compétition suprême et le président Biya s'est très facilement succédé.

Que s'est-il donc passé pour qu'un tel soulèvement ait lieu, alors que les populations connaissaient déjà auparavant les affres d'une paupérisation spectaculaire et la reconduction inéluctable du régime porté par Paul Biya ? C'est une combinaison aléatoire de facteurs qui expliquent que le feu qui couvait depuis une décennie ait propulsé le couvercle qui recouvrait les frustrations au-devant de la scène nationale et internationale. Jusque-là, l'augmentation croissante du coût de la vie donnait déjà lieu à une couverture régulière de la part de la presse camerounaise. Et le prix du carburant et des denrées de première nécessité en particulier mettait déjà la majorité des ménages face à des équations insolubles dans leur vie quotidienne. Pour autant, en l'absence de support structurel à la revendication collective, aucune dynamique ne semblait rassembler les mécontentements épars en une seule voix.

Février 2008 : déroulement des « événements »

Quatorze organisations syndicales de transporteurs urbains et interurbains, suivies par le Syndicat national des transporteurs et conducteurs de mototaxis lancèrent un préavis de grève illimité à la fin du mois de février 2008. Le public fut abondamment informé que les habitants des grandes villes camerounaises seraient ainsi privés de leur principal mode de déplacement. La grève fut largement suivie à Douala, à Yaoundé et dans un grand nombre de villes secondaires. Un premier rendez-vous entre le gouvernement et

les représentants des syndicats de transporteurs aboutit à légère baisse du prix du carburant à la pompe. Entre-temps, la grève immobilisa la majorité des citadins et montra par là même l'impact et la capacité de nuisance des taxis sur l'ensemble du corps social et le gouvernement.

À Douala, le SDF lança un préavis pour un meeting qui devait être suivi d'une marche dans la ville. À la protestation contre le coût de la vie, s'ajouta la critique de la révision constitutionnelle intervenue en début d'année. En effet, grâce à la modification de l'article 2 de la Loi fondamentale, la limitation du nombre de mandats présidentiels avait été levée et créait le mécontentement des adversaires du président Biya. La grève des taxis s'était muée en grève générale puisque les commerces avaient été sommés de rester fermés dans toutes les villes concernées qui étaient passées à une dizaine après trois jours de manifestation.

Le meeting du SDF à Douala fut interdit par les autorités préfectorales. Aucun signe de ce parti ne montra qu'il comptait tout de même imposer sa mobilisation, mais le courroux des populations mécontentes et la combinaison entre les frustrations liées au coût de la vie, la contestation de la révision constitutionnelle et l'occasion pour les leaders politiques de dire leur opposition au régime donnèrent une sorte d'épaisseur collective à la grève.

Le jour de la manifestation interdite, un responsable du SDF à Douala vint sur les lieux initialement prévus pour l'action. La raison de sa venue momentanée était simple : confirmer que le meeting était bel et bien annulé pour des raisons de sécurité de ses partisans. Il se retira après quelques minutes. Bien peu de monde s'était en réalité regroupé en ces lieux pour un meeting dont chacun avait compris qu'il ne se tiendrait pas. Les forces de l'ordre arrivèrent tout de même pour interdire une manifestation qui n'avait pas lieu...

Des bombes lacrymogènes furent tirées vers les passants de ce quartier populaire très dense et les premiers affrontements eurent lieu à partir de cette dérive inespérée pour tous ceux qui cherchaient l'occasion d'en découdre. Les marches plus ou moins spontanées commencèrent, suivies de casses et d'actes de destruction de bâtiments publics et privés, auxquels les forces de l'ordre répondirent dans une cacophonie générale. Vinrent alors les premiers tirs et les premières victimes auxquels s'ajoutèrent des centaines d'arrestations de manifestants, dont la majorité composée des jeunes présents au devant des manifestations.

L'onde de choc parcouru l'ensemble du pays, à l'exception des provinces du Grand Nord, du Sud et de l'Est. Yaoundé, la capitale, d'habitude peu encline à des manifestations de ce genre, est aussi entrée en ébullition avec des marches et des affrontements, accompagnés de destructions de bâtiments et de magasins. Des pneus ont été brûlés à quelques centaines de mètres d'une des entrées du palais présidentiel. Aucune autorité politique n'est intervenue dans les médias pendant les premiers jours des manifestations. À Douala notamment et dans les villes de l'Ouest et du Nord-Ouest proches de l'opposition, quelques pancartes stigmatisant la révision constitutionnelle se sont mêlées à celles réclamant des mesures pour l'amélioration du niveau de vie et la baisse des prix des produits de base.

Le chef de l'État, Paul Biya, est alors intervenu en personne. Pendant une allocution de quelques minutes, le président, manifestement en colère, appela à la fin des émeutes en dénonçant « les apprentis sorciers » qui auraient profité de la situation pour semer le désordre. Biya déclara que « *force resterait à la loi* » et que l'ordre allait reprendre ses droits. Concernant les grèves, le chef de l'État insista sur le fait que des négociations avaient été entamées et conclues par des décisions (sous-entendu la baisse du prix du carburant à la pompe), dans le cadre institutionnel prévu à cet effet. L'intervention un peu abrupte, contrairement au protocole habituel, eut de quoi surprendre.

Les forces armées s'ajoutèrent aux forces de police pour contenir les manifestations qui avaient déjà fait des dizaines de morts, voire des centaines selon des organisations de défense de droits de l'homme. À Yaoundé, ce sont les forces de sécurité présidentielles qui se déployèrent dans la ville, notamment dans le quartier résidentiel de Bastos dont l'artère principale mène au palais présidentiel. Les centaines d'arrestations, perpétrées à Douala principalement, donnèrent lieu à des procès dans les jours qui suivirent. L'inquiétude des avocats et des organisations de défense des droits de l'homme qui se sont portés aux côtés des jeunes arrêtés, dont des mineurs, contrasta avec les discours des proches du pouvoir sortis de leur silence après l'intervention du président. Ceux-ci dénoncèrent des manipulations, des complots et d'autres stratégies visant à déstabiliser le pays.

Enseignements d'une poussée de fièvre sociale

Ces argumentaires ignorent la dégradation des conditions de vie des populations camerounaises, notamment urbaines, qui ont en fait profité de l'occasion de la grève illimitée des transporteurs pour exprimer de manière spontanée leurs frustrations. Qu'il y ait des tentatives de récupération politique de cet élan contestataire ne fait pas de doute, mais que ce soit une stratégie politique délibérée de l'opposition qui ait conduit aux émeutes et affrontements de février 2008 est complètement improbable. Aucun groupe politique au Cameroun ne détient la structure et l'organisation susceptibles de mobiliser en même temps une dizaine de villes du pays.

Les émeutes urbaines de février 2008 ont été d'abord et surtout des « émeutes de la faim », rendues possibles par le coup d'envoi de la grève d'une des rares professions dont dépend la vie quotidienne de millions de Camerounais : les transporteurs par taxis et mototaxis. La diffusion des mobilisations dans les villes du pays est passée par des canaux informels dont la mise en réseaux a été favorisée par le téléphone portable et la presse audiovisuelle notamment.

Un intellectuel camerounais a fort bien résumé la situation : « *L'accès de colère réunit autour d'une même arène du conflit social des entrepreneurs anti-routine jaloux de la levée de la limitation des mandats présidentiels, des révoltes contre la vie chère et d'inévitables badauds convertis au pillage jouissif de biens qu'ils ne posséderont jamais* » (Toulou, 2008). Le principal enseignement de cette mobilisation, réprimée en quelques jours, est qu'il existe au Cameroun une autre voie possible à la résignation collective qui semblait être devenue la marque de fabrique des mobilisations sociales. Émeutes de la faim et ras-le-bol généralisé dans un pays où les jeunes – y compris les diplômés – ont de moins en moins de perspectives, sont, avec la révision constitutionnelle en arrière-plan, les facteurs qui expliquent les événements de février 2008.

Bibliographie

- Ndi Mbarga V. (1993), *Les villes mortes au Cameroun*, Paris, L'Harmattan.
Toulou L. (2008), « L'exceptionnalisme camerounais peut-il être banal? », *Mutations*, 6 mars.

alternatives sud

État des résistances dans le Sud - 2009

Face à la crise alimentaire



Alternatives Sud

Volume 15-2008 / 4

État des résistances dans le Sud - 2009
Face à la crise alimentaire